

ETHNOLOGIE FRANÇAISE 2000/2 – Avril-juin (Presses Universitaires de France)

Tome XXX : Espagne – Anthropologie et cultures

http://www.culture.gouv.fr/culture/sef/revue/00_2/00_2.htm

Mikel Azurmendi

Universidad del País Vasco

Identité et violence en Pays basque (extraits)

Il y a eu beaucoup d'identités basques. Parler d'un «Pays» basque réfère à l'une d'elles. Ce n'est pas une façon neutre de parler mais, au contraire, une façon de se situer selon un point de vue narratif qui évite de réifier le mode de vie et les expériences de ceux qui, tout au long des temps, se sont reconnus comme étant des Basques. Il s'agit d'une perspective qui révisé la notion d'« identité basque » défendue par des historiens, des ethnologues et des anthropologues qui se fondent sur des notions telles que « ethnie » ou « ethnicité », tout en les considérant comme des entités ontologiques ayant un contenu fixe et immuable (par exemple, certains traits biologiques, linguistiques, de mœurs ou d'institutions). Ce sont ces traits qui, justement, feraient d'un habitant d'ici un Basque. On suppose que, sans ces contenus, l'homme et la femme de cette région auraient perdu et pourraient perdre leur essence basque pour devenir une toute autre chose, un Espagnol ou une Espagnole, par exemple. Au contraire, en disant « Pays basque » je ne fais que supposer avec réalisme qu'ici il n'y a eu qu'une même et unique chose, pendant au moins ces trois ou quatre siècles, à savoir un même endroit sur lequel ont existé différentes manières de s'identifier en tant que Basques et mille manières de se sentir et de vivre en Basque.

Pour mieux décrire l'évolution culturelle des différentes identités basques au cours de ces derniers temps et au fil des documents écrits, je ferai une approche analytique, en quatre moments, du discours que tiennent les Basques sur eux-mêmes, tout en étant conscient qu'il s'agit d'un artifice rhétorique pour schématiser et fixer la multiplicité polymorphe du réellement vécu.

- Les Basques en tant que communauté attachée à la terre : le basquisme proto-espagnol
(...)
- Des Basques-communauté *versus* des Basques-citoyenneté : un seul basquisme espagnol
(...)
- L'invention d'Euzkadi : le nationalisme basque
(...)

C'est précisément au milieu de ces gens que surgit une façon inédite de se sentir basque. Au sein de l'élite cultivée de Bilbao, farouchement catholique, prônant une sévère éthique familiale s'opposant à la laïcité « décadente », on inventa un nouveau système d'analyse pour comprendre ce qui se passait. Sabino Arana, fils d'armateur sur le déclin, jeune catholique de formation juridique et de culture carliste, fit de la ville la cause de tous les maux et de la ferme de la montagne (*baserria*) le fondement de toute valeur et la source d'une régénération possible tout en récupérant les valeurs de la re-traditionalisation « foraliste ». Il approfondit la réflexion romantique (qui va de Moguel à Éllissanburu en langue basque, de Chaho à Trueba en castillan) tout en proposant un nouveau champ métaphorique sur le vieux dualisme ville/ferme, pour articuler une nouvelle allégorie qui allait transformer le vieux carcan historiciste et raciste. Le « nous » des Basques ruraux fut transformé en « nous » des *Euzkotarrak*² urbains, convaincus de représenter une famille unique, autochtone et raciale. Il inventa le terme « *aberri* »³ pour composer cette famille unique des Basques. Le traditionnel toponyme dont s'était servi le Basque pour nommer son sol, sa maison et, par métonymie, lui-même, fut considéré comme un signe d'appartenance raciale, appelé « *abizen* » (« nom de la race »). Quiconque croirait dans cette nouvelle patrie serait appelé « *abertzale* » (« celui qui aime sa patrie ou sa race », c'est-à-dire un patriote). Pour rendre compte du nouveau « nous » des

Basques, Sabino Arana inventa « *Euzkadi* », construit pour être opposé à « Espagne », symétrique dans l'imaginaire, terme qui dénoncerait l'ennemi ancestral responsable d'une oppression et d'un ethnocide séculaires. Cette proposition était surprenante mais pas invraisemblable car elle renforçait l'imaginaire dualiste de la communauté en danger : gens de ville/ gens de montagne, carlistes/libéraux, autochtones/ immigrés. Elle avançait un projet pour récupérer ce qui était perdu, parce que volé ; il était donc nécessaire de lutter contre ceux qui « nous » avaient empêchés d'être ce que « nous » devions être.

Malgré les apparences, il y avait un point important de contact dans la construction des identités socialiste et *euzkadienne*, c'est-à-dire une ontologie dualiste supposant l'existence d'une communauté naturelle aliénée (la « classe sociale » pour les uns et le « peuple de la race » pour les autres) que l'on empêchait de devenir ce qu'elle devait être. De là, une structure mentale comportant des penchants au conflit (car l'« autre » était toujours l'ennemi), mais aussi des dispositions à se sentir solidaires entre membres de la communauté. Si l'on veut, nous pourrions appeler « ethniques » ces inventions d'identité dont le dénominateur commun est la construction imaginaire d'un collectif de gens réellement maltraités par l'injustice et unis par des intérêts imaginaires communs dont la prise du pouvoir étatique serait l'objectif principal. L'ethnicité est de ce fait un phénomène moderne de construction d'identité collective par des individus qui, dans une société de droit, s'estiment être les victimes d'une certaine exclusion, constituant une communauté traitée différemment des autres citoyens. Cet imaginaire ethnique fonctionne grâce à une narration historiciste qui rend vraisemblable l'existence d'humains dont la liberté est de fait empêchée par l'« autre », qui dispose toujours du pouvoir.

(...) Le paysan se maintenait dans sa culture traditionnelle carliste, refusant ce qui venait de la ville, fût-elle socialiste ou *euzkadienne*. Le combat collectif des citoyens mené contre les *fueros* était considéré comme une lutte dirigée contre leurs libertés que soutenait la monarchie. La paysannerie se refusa aux transformations identitaires modernes en cours.

Jusqu'à la guerre civile de 1936-1939, ces formulations identitaires dont trois communautaires (traditionnelle avec les paysans, moderne avec les socialistes et les *Euzkadiens* et une, libérale et civique) luttèrent féroce­ment entre elles pour la représentation politique des Basques, mais le soulèvement militaire contre la République réussit à les monter les uns contre les autres. Plus de la moitié des Basques appuya, armes à la main, l'option franquiste, totalitaire et nationale catholique, les paysans en constituant la force de frappe. Le hasard aurait pu faire que le soulèvement de Franco divisât aussi entre eux les partisans de l'identité socialiste et *euzkadienne* car, depuis longtemps, ils s'opposaient dans la ville, transgressant souvent les barrières idéologiques et politiques par une action directe. De plus, les insurgés franquistes disposaient de l'atout religieux, valeur traditionnelle susceptible de séduire les très catholiques et pieux nationalistes basques. Mais la composante ultranationaliste espagnole de l'idéologie franquiste fut l'élément déterminant pour que les *Euzkadiens* décidassent finalement d'appuyer la République en se mettant aux côtés des socialistes, les armes à la main, malgré leurs hésitations parce qu'ils auraient voulu rester neutres.

Pour les nationalistes basques, la République espagnole et constitutionnelle n'était pas estimable en soi, car seule l'indépendance politique et la construction d'un nouvel État basque comptaient ; ils voyaient s'allier le monde paysan basque et navarrais contre la République. Les Basques se sont sauvagement entre-déchirés, et ce fut la première conséquence de la guerre civile ; une fois les troupes républicaines expulsées du Pays basque, les troupes *euzkadiennes* décidèrent unilatéralement de se rendre à l'ennemi italien, considérant plus néfaste que les Basques soient désunis que de perdre la République et ses garanties civiques. Mais l'acceptation par la République de la formation d'un gouvernement basque composé d'*Euzkadiens*, de socialistes, de républicains et de communistes pour gérer la région en temps de guerre, fit connaître dans le monde entier — surtout après le bombardement de Guernica par les nazis, les alliés de Franco — le projet national d'unification des provinces basques. Franco déclara ces provinces « traîtres », et les différen­cia du reste de l'Espagne en décrétant des mesures culturelles contre la langue basque. Ceci ne fit que renforcer l'ethnicité *euzkadienne*.

■ Le basquisme national-social : « *Euzkadi* » devient « *Euskadi* »

Après la guerre, le pragmatique parti nationaliste basque (PNB) en exil mit en place une tactique consistant à laisser passer la tempête et à attendre des temps meilleurs, avec l'espoir que les alliés, anglais et américains en particulier, interviendraient militairement contre Franco. Cependant, l'accroissement du développement

industriel et la migration de la paysannerie espagnole pendant les années cinquante amenèrent de grands bouleversements au Pays basque, où les villes sortirent finalement de leur léthargie. Les affaires reprurent, mais, face à l'État franquiste, une nouvelle forme d'opposition populiste et nationale naquit visant à unir les différents secteurs sociaux afin de construire une autre forme de médiation révolutionnaire entre l'individu et l'État. Ces efforts populistes touchèrent également la jeunesse nationaliste basque au sein de laquelle des intellectuels et des étudiants essayèrent de faire pression face aux instances dirigeantes du PNB dans la radicalisation populiste de leur credo national. Le faible nombre de Basques parmi les fonctionnaires de l'administration franquiste et le poids de la répression policière donnèrent à penser que le Pays basque était occupé militairement et colonisé par les Espagnols. On imagina ainsi revenir aux premières positions politiques anti-espagnoles et plus radicales du grand fondateur nationaliste, Sabino Arana, mais les jeunes qui prônaient ces idées furent expulsés du parti. C'est ainsi qu'au milieu des années cinquante naquit Ekin (« Agir »), un collectif d'action révolutionnaire qui refusait les compromis qui avaient été acceptés par les plus vieux, encore sous le choc de la défaite et attendant toujours des temps meilleurs. Ce collectif prit rapidement le nom d'Euskadi ta Askatasuna (« Euskadi et liberté »), l'ETA.

L'ETA, c'est un objectif de guerre civile que tient une certaine jeunesse en rupture et en conflit, qui s'affirme contre les conditions politiques et culturelles du franquisme et contre l'intériorisation de la défaite militaire et le silence complice des parents. Le jeune se fait appeler *gudari* (« soldat ») et cherche le conflit. Il marque sa différence par une identité belliciste et vise à remodeler de fond en comble l'ethnicité basque. Les principes d'action avaient déjà été élaborés au début des années soixante, plus précisément dans le livre *Vasconia. Estudio dialéctico de una nacionalidad*⁴. Cet ouvrage fixait le catéchisme ethnonationaliste qui a fini par triompher aujourd'hui parmi les nationalistes basques de tout bord, qu'ils soient d'ardents démocrates ou des individus qui tuent ou acceptent que l'on tue pour leurs idées. L'essentiel de cette nouvelle profession de foi fut approuvé par la cinquième assemblée de l'ETA en 1966-1967. En voici les caractéristiques.

Il s'agit de faire une révision éthique du programme catholique de Sabino Arana, qui avait réussi à bâtir l'ethos pragmatique, pacifique et traditionnellement conciliateur (par idéologie chrétienne) du PNB, en le dépouillant de ses fondements traditionnels que sont « *Dieu et la vieille loi* ». Il faut faire de la rébellion morale un credo ; réclamer de l'action et davantage d'action. En conséquence, s'ériger contre toute valeur transcendant la volonté personnelle et contre tout scrupule à souffrir et à faire souffrir pour obtenir ce que l'on veut. Affirmer donc le plus absolu des utilitarismes : tous les moyens sont bons s'ils mènent à l'objectif politique, sans avoir peur du nihilisme fatal et cynique ; l'assassinat, la torture, l'extorsion et la violation, mais aussi la prison et la mort au combat sont des fins admises.

On soutient un radicalisme ethnique et, en conséquence, politique, autant en théorie qu'en pratique, on supprimait le facteur « race basque » et le résidu xénophobe du nationalisme des parents pour ne tenir compte que du facteur « langue basque ». Celle-ci sera considérée dorénavant comme la seule donne capable de transformer un étranger ou un immigré en Basque. Les limitations imposées à l'emploi de la langue basque dans la vie quotidienne ne trouvent leur origine que dans l'existence d'une oppression politique, dont l'État espagnol est le seul responsable. L'Espagne était un projet étatique qui devait faire disparaître la langue basque. C'est de cette manière que l'« *Euzkadi* » des familles de sang pur, les familles *euzkos* ou *euzkotarrak*, comme l'avait inventé Sabino Arana, fut transformé en « *Euskadi* », le « pays du parler *euskara* », le « pays de la langue basque ». Ce facteur linguistique serait dorénavant la caractéristique ethnique de l'identité basque et de l'indépendance nationale, le seul objectif politique qui pourrait transformer un pays parlant beaucoup plus l'espagnol que le basque. Pour cela, il était nécessaire d'abandonner toute envie de réforme politique pour ne considérer que la prise de pouvoir qui garantirait la création étatique d'un nouveau cadre basque de pensée et de communication.

Est critiquée l'esthétique folklorique des *jatorra*⁵ qui mettait traditionnellement en effervescence les patriotes basques. La beauté, c'est une « *jeunesse gaie et combattante* » qui fait la fête tout en cherchant le combat⁶.

On accepte la « lutte armée » et toute autre espèce de violence pour réconcilier militant et peuple, conscience et réalité, en vertu d'une spirale « action-répression-action », grâce à la combinaison de la terreur qu'infligeait l'ETA et de celle des forces répressives de Franco. Cela durerait jusqu'à l'objectif final : la création d'un État indépendant et monolingue basque.

C'est dans cet objectif que fut approuvée et réadaptée par la cinquième assemblée de l'ETA la proposition de

combiner « guerre des guérillas » et « guerre urbaine » (*guerra de asfalto*), déjà préconisées dans le livre *Vasconia*.

(...) Ce n'est pas un hasard si Euskadiko-Ezkerra, la formation politique parlementaire de gauche qui est sortie de l'ETA-Politico-militaire lors de la transition démocratique de 1977 s'est à son tour scindée, dans les années quatre-vingt-dix, en deux noyaux, l'un allant vers le socialisme espagnol et l'autre vers le nationalisme basque traditionnel.

Pourtant ces événements n'altèrent pas le vieux carcan ontologique dualiste du nationalisme traditionnel, mais, au contraire, le renforcèrent tout en mettant l'accent sur les représentations étatiques de la basquité à côté de la dimension militaire de l'État franquiste dont l'action justifiait la vision araniste de l'opposition Euskadi/Espagne. Dans les années cinquante et les années soixante, la guerre menée par les colonies contre leur métropole dans le tiers-monde aida beaucoup le radicalisme anti-État. (...)

C'est de la cinquième assemblée de l'ETA qu'émergèrent les « lumières » qui redéfiniront la nouvelle histoire des Basques, imposant une nouvelle dimension linguistique à l'ethnicité qui allait radicaliser, désormais, l'opposition qui divisait les Basques : ceux qui ne parlent pas la langue basque et ceux qui la parlent. Dès lors, l'action violente entraînait la légitimité de la défense et de la récupération de la langue basque. On supposait l'héroïsme de celui qui tuait et risquait sa vie était aussi grand que l'héroïsme de celui qui apprenait la langue basque. La xénophobie se convertit en haine de la cohabitation centenaire du basque et de l'espagnol, en une irrésistible phobie de toute culture bilingue. On peut citer deux exemples : celui d'un militant de l'ETA qui, jugé par un tribunal militaire, répondait en basque et contestait toute compétence à ses juges parce qu'ils étaient espagnols ; celui des adultes qui vont le soir à l'école pour apprendre le basque. Une rhétorique historiciste transforma l'histoire nationale en croyance sacrée qui allait jusqu'à occulter le traditionnel bilinguisme des Basques et leur appréciation positive de l'utilisation de la langue espagnole. Il n'est pas exagéré d'affirmer que l'usage radical du facteur linguistique a été un des plus grands triomphes de l'ETA, car tous les autres nationalistes ont dû s'y référer pour s'affirmer en tant que Basques. De plus, c'est ce radicalisme linguistique qui a été le motif le plus efficace pour intégrer les paysans — jusqu'alors traditionnellement carlistes — dans le camp nationaliste. Le radicalisme monarchiste des paysans a été transformé en une disposition personnelle favorable au martyr du militant de l'ETA, dans les années soixante-dix.

(...)

C'est un fait que l'ETA utilise comme stimulant la douleur et la souffrance de ses militants emprisonnés, exilés, celles de leurs familles et de leurs amis qui, souvent, sont des compagnons de route. La violence illégale, mais aussi celle qui est légale, juste et nécessaire pour châtier le crime, ont été intériorisées par ses membres, polarisant leur imaginaire et renforçant plus encore le caractère dualiste de leur ethnicité. Aujourd'hui cet imaginaire d'opposition et de lutte contre l'Espagne et contre les Espagnols est devenu une perspective pour ressentir comme éminemment réelle une oppression qui n'existe pas et pour corrompre la nature même des choses. Parmi nous les Basques, la violence a produit la croyance que nous sommes opprimés, nous les citoyens d'un pays quasi fédéral. Chaque nouvel acte de violence, destiné à démontrer que nous tuons pour que l'on voie qu'il y a un problème que l'on ne voit pas, est suivi d'une revendication qui paraît dans *EGIN*, le journal légal de la politique nationaliste radicale. Cette revendication devient ainsi le problème basque.

Dans le funeste bilan de l'ETA, il y a donc le fait que la violence est entendue comme cause plutôt que comme effet du problème basque. Il faut mettre au crédit de cette violence le fait, que même le nationalisme démocratique a cru que l'État espagnol, certainement l'État européen le plus favorable aux revendications nationales et régionales⁹, avait un «contentieux» d'oppression avec le Pays basque. Il faut également mettre sur le compte de l'ETA d'avoir corrompu les partis politiques officiels en prenant la violence comme mode d'accès à un profit partisan. Par ailleurs, l'ETA a poussé les institutions démocratiques à créer de l'exceptionnel (utilisation de la législation antiterroriste ou d'exception, création d'un tribunal spécial, l'Audiencia Nacional, difficultés pour constituer un jury populaire, etc.) et à mettre fin à la mission centrale de l'État constitutionnel qui est de lutter contre la cruauté et la souffrance. L'ETA a aussi réussi, symboliquement, à obliger les nationalistes démocrates à se définir idéologiquement autour des questions qu'elle a elle-même choisies, tout en déterminant leur programme politique (autodétermination, transfert au Pays basque des militants emprisonnés, bilinguisme, etc.) ainsi que leur champ sémantique (abolition de

l'appellation « Euskadi », acceptée par tous les Basques, en faveur du terme nationalement plus restreint « Euskal Herria », remplacement d'« Espagne » par « État espagnol ». Ce n'est pas en vain que le PNB et l'ETA ont été empêchés de réviser de manière critique leurs postulats ethnocistes les moins libéraux.

Notre pays est devenu un pays étrange où un fonctionnaire du gouvernement basque ou de son administration pense qu'il est basque mais pense que les autres appartiennent à l'État ; ainsi pour désigner une montagne, un événement ou un coureur cycliste non basques, on dit qu'ils sont « *de l'État* » ou « *dans l'État* ». La mort d'un toxicomane dans un bidonville de Madrid est annoncée par la télévision publique basque comme un événement qui s'est « *passé en Espagne* ». Enfin, l'Espagne, qui est un territoire de cultures et de langues différentes, un « pays de pays », avec des populations et des paysages très variés, a été transformée en un simple appareil étatique, un « autre » monstrueux qui nous donne notre identité. Le nationalisme basque a travesti la partie la plus obscène de son imaginaire, l'État, en système d'appellation pour reconnaître l'« autre ». Et c'est ainsi que l'État espagnol, une institution constitutionnelle légitimée par la volonté commune de citoyens égaux, les citoyens de tous les « pays » d'Espagne, est devenu le nom du site de l'ennemi.

Grâce à son mépris systématique de la loi et de l'autorité, grâce à son radicalisme, l'ETA a réussi à s'attirer la sympathie de la jeunesse ; beaucoup de jeunes gens ne voient aucun mal à voler et à piller les banques et les biens publics ; trop de jeunes participent aux sabotages ; ils sont, pour les mêmes raisons, contre le service militaire ou contre la destruction de la nature. La *kale borroka* (« lutte de la rue ») menée semaine après semaine par des jeunes gens cagoulés est logique et morale pour des hommes et des femmes qui ne respectent pas la vie, valeur humaine suprême, qui exaltent le patriotisme d'un militant mort en mission. Parce que l'ETA se croit en compétition avec l'État, il a réussi à faire basculer les gauchistes, les marginaux dans son camp ; les trotskistes et les marxistes-léninistes n'ont jamais condamné la violence de l'ETA et demandent de voter pour Herri-Batasuna, la branche politique de l'ETA.

Sans aucun doute, le Pays basque est devenu une terre « historique », plus historique encore que d'autres terres d'Espagne, pour ce qui relève de la construction des identités par la violence civile. Dans l'ensemble de la société basque d'aujourd'hui, il y a une surdétermination de l'idéologie comme forme symbolique du système culturel ; aussi est-ce le politique en tant qu'instance empirique qui situe et classe les gens. Peu importe le texte ou le contexte culturel, c'est toujours un endroit pour une élaboration discursive qui, se référant au passé, nous place tous, vous et moi, dans le présent d'un projet politique, qui est le plus souvent sous-entendu. Il en résulte que toute affaire relative à la culture basque — art, littérature, enseignement, bilinguisme, écologie, loisirs, etc.-- est condamnée à devenir une affaire politique où le désaccord vient de l'ennemi, l'affrontement permanent étant l'une des dimensions qu'a prises le conflit Euskadi/Espagne. C'est pour cela qu'il n'est pas exagéré d'affirmer qu'ici, en Pays basque, la mort la plus significative est bien celle de l'esprit. ■

Texte révisé par *Pierre Bidart*

Notes

* Ndlr : L'auteur assume, seul, la responsabilité de son article conformément aux règles de la revue (Ethnologie Française) .

2. Partisans de la basquité dans sa dimension linguistique.

3. *Aberrri*, littéralement, signifie «peuple», « gens de la race ».

4. *Vasconie. Étude dialectique d'une nationalité*. Le nom de l'auteur, Sarraïlh de Yhartza, est le pseudonyme d'un intellectuel de Bilbao, Federico Krutwig, qui a participé à la cinquième assemblée de l'ETA.

5. Pèlerins portant le *kaiku*, la veste de laine, le *txistu*, la flûte et le tambourin.

9. Le Pays basque est, en vertu de la Constitution espagnole de 1978, une Communauté autonome, ce qui fut approuvé par le référendum de 1979, avec un gouvernement et un parlement ; elle dispose de sa propre cour de justice, de sa police, de ses finances, de sa sécurité sociale, de son administration générale, etc. Il n'y a que la défense, le courrier, la monnaie, le contrôle des frontières et des identités qui lui manquent pour devenir indépendante. La présidence de l'exécutif basque a été gérée par le PNB bien qu'il n'ait obtenu que 25 % des voix de l'électorat basque. Le PNB est obligé de gouverner en coalition ; il l'a fait avec les socialistes et Eusko-Alkartasuna, issu d'une scission du PNB. Il le fait aujourd'hui avec le seul appui des autres groupes nationalistes.